

12 nov 2015 -17:20

Appartient à Conseil des ministres du 13 novembre 2015

## Amendements à la loi-programme visant à clarifier la notion de flexisalaire

Le Conseil des ministres a approuvé des projets d'amendement à la loi-programme visant à clarifier la notion de flexisalaire.

Les modifications suivantes sont apportées :

- le premier amendement ajoute que le flexisalaire comprend toutes les indemnités dues dans le cadre de l'exécution du contrat de travail flexi-job et que celles-ci sont qualifiées comme rémunération pour la sécurité sociale
- les deuxième et troisième amendements stipulent que les avantages qui sont attribués conformément à une convention collective de travail ne sont pas compris dans le flexisalaire minimal de 8,82 euros de l'heure
- le quatrième et dernier amendement vise à créer la même clarté en matière de fiscalité, notamment une même exonération fiscale pour le bénéficiaire comme c'est le cas pour les rémunérations obtenues dans le cadre d'un contrat de travail flexi-job, mais désormais aussi pour les indemnités obtenues dans le prolongement de cette rémunération.

Les projets d'amendement sont transmis pour avis au Conseil d'Etat.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe

Service de presse de Maggie De Block, ministre des Affaires  
sociales et de la Santé publique

Tour des Finances

Bd du Jardin Botanique 50 boîte 175

1000 Bruxelles

Belgique

<http://www.deblock.belgium.be>

Service de presse de Kris Peeters, Vice-Premier ministre et  
ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,  
chargé du Commerce extérieur  
Rue Ducale 61  
1000 Bruxelles  
Belgique

Service de presse de Johan Van Overtveldt, ministre des  
Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale  
rue de la Loi 12  
1000 Bruxelles  
Belgique  
+32 2 574 80 00  
<http://www.vanovertveldt.belgium.be>